



# MOSCOU

ORGANE DU 3. CONGRES  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 36. Vendredi 8 Juillet 1921.

Direction: Dénéjay 5, ch. 18.  
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)  
tél. 77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaja 48  
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)  
tél. 5-43-10 et 3-79-05.

## L'ENNEMI NOUS AIDE.

Le gouvernement Français a envoyé il y a quelque temps au gouvernement anglais une de protestation dans laquelle il lui reproche de ne pas avoir observé les intérêts de la France en contractant un traité de commerce avec la Russie Soviétiste. Le Gouvernement Français n'est pas content de ce que les industriels anglais doivent, de par ce traité, être payés en or russe.

Messieurs les bourgeois français trouvent que cet or doit leur appartenir car la Russie tsariste était redevable à la France de près de 25 milliards. Aussi trouvent-ils que l'Angleterre est en train de spolier la France. L'alliée britannique devrait, tout au contraire de l'avis du gouvernement français, sauvegarder les intérêts de la France et transmettre tout l'or reçu en paiement des marchandises aux bourgeois français.

Le 28 juin Marcel Sembat écrit dans "Le Populaire" que dans sa réponse l'Angleterre a promis de défendre les intérêts de la France... sous la condition expresse de la reprise des relations de celle-ci avec la Russie.

Cette note anglaise signifie que l'Angleterre conservera cette position jusqu'au moment où il lui restera quelque espoir de décider la France à traiter comme elle avec la Russie Soviétiste. Si la France s'entête dans son refus elle sera abandonnée à son sort.

Sembat écrit qu'ils est temps d'en finir une fois pour toutes avec l'incessante discussion de la question des dettes russes lorsqu'on parle d'un renouvellement possible des relations franco-russes.

Dans sa note l'Angleterre souligne qu'elle veut bien que soit instituée une Commission internationale pour la distribution de la dette russe mais cela sous la condition expresse que cette commission soit composée de représentants de nations prêtes à reconnaître le gouvernement Soviétiste ou bien à contresigner le premier traité contracté avec lui.

Les politiciens réalistes de la bourgeoisie anglaise administrent là une douche glacée à leurs confrères d'outre Manche. Cependant que la bourgeoisie russe émigrée, qui mendigote dans les antichambres des ministères, promet fièrement à sa "fidèle et généreuse amie", la France, de lui payer tout ce qui lui est dû, l'homme d'affaires anglais, cœur fielleux, nez miel-leux, donne une tape familière sur la cuisse de l'"utopiste" français et lui conseille de ne pas se faire d'illusions. "Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras" lui dit-il, "les grives que tu promettent les propriétaires fonciers sans fonds, les usiniers sans usines et les banquiers sans banque, ces grives sont certes bien tentantes, mais je te conseille tout de même de suivre notre exemple: nous prenons le merle, nous les tenons, et ce n'est déjà pas si mal".

Ce n'est pas cela sans doute qui peut contribuer à consolider l'amitié entre bourgeois français et anglais, tout au contraire, cela fait dérober le terrain sous le pas des banquiers français lorsqu'il s'agit des dettes russes.

Pour la propagation et l'affermissement des idées du régime soviétique il est indispensable que la Russie Soviétiste soit reconnue par tous les pays; l'Angleterre vient d'assumer le rôle inattendu d'avocat de la défense en faveur de la Russie Soviétiste; nous ne pouvons que nous en féliciter. Il faut mener la lutte de façon à ce que l'ennemi croyant manœuvrer à son profit contribue tout au contraire à sa propre défaite. En langage militaire cela s'appelle conserver l'initiative entre ses mains et se préparer à parer victorieusement l'offensive générale que l'impérialisme mondial a l'intention de diriger tôt ou tard contre nous.

Et attendant il faut obliger ses diverses armées nationales à manœuvrer d'une façon qui nous soit avantageuse. L'histoire est pour nous, la vie aussi, l'initiative nous appartient et l'impérialisme mondial rassemblant toutes ses forces après des attaques malheureuses sur le front économique, nous aide au moment même où il s'efforce de nous nuire.

Evidemment l'Angleterre bourgeoise n'a l'intention de s'acquiescer en l'espèce de la France bourgeoise un acolyte de plus dans son complot économique contre nous.

Mais en France comme en Angleterre il y a un prolétariat et il y a des partis communistes. Nous non plus nous ne dormons pas, nous nous préparons à repousser l'offensive cependant que nos ennemis désarmés nous aident à leur insu.

Tel est le destin fatal de la bourgeoisie agonisante.

N. KOUZMINE.

## La politique industrielle de la R.S.F.S.R.

(Interview de P. Bogdanov).

La "Vie Economique" a publié des déclarations fondamentales de P. A. Bogdanov, le nouveau président du Conseil Supérieur d'Economie Nationale, sur le fonctionnement et le programme de cet organe.

Notre politique industrielle est déterminée, dit-il, par les directives données au Bureau du Conseil Supérieur par le 4ème Congrès des Conseils d'Economie Nationale, par les décisions de la dernière Conférence du parti communiste, et par les décrets généraux du Gouvernement Soviétiste sur la matière.

Le Bureau du Conseil Supérieur a déjà consacré plusieurs séances à la fixation de sa ligne de conduite dans les questions les plus importantes de l'activité industrielle.

Avant tout, nous nous sommes efforcés, déclare Bogdanov, de délimiter les fonctions du Conseil Supérieur. Nous sommes partis pour cela du principe que la direction générale de la vie économique de la République doit, plus que jamais, se régler sur un plan dont toutes les parties soient strictement coordonnées et harmonieusement combinées entre elles. C'est pourquoi cette direction générale doit appartenir à un organe supérieur aux divers Commissariats et coordonnant leur action. Cet organe est aujourd'hui désigné: c'est le Conseil du Travail et de la Défense.

L'ancien Conseil Supérieur d'Economie Nationale, qui était essentiellement une section économique du Comité Central Exécutif réglant et organisant toute la production, la répartition et l'administration de toutes les entreprises de la République, devient maintenant un simple Commissariat de l'Industrie avec un champ d'action nettement déterminé.

Ses fonctions sont formulées par son Bureau de la façon suivante: 1) élaboration du plan national pour l'industrie; 2) administration de la grande industrie organisée en trusts; 3) direction générale des territoires et des provinces; 4) réglementation de la petite industrie et de l'industrie campagnarde; 5) rassemblement des matières premières pour l'industrie; 6) statistique de tous les éléments et résultats de l'industrie; 7) répartition de tous les produits fabriqués par les Conseils d'Economie Nationale, dans les limites du plan général établi par la Commission d'Exploitation; 8) Etude des questions concernant l'organisation du travail et le perfectionnement des procédés; 9) étude et réalisation de la remise à bail d'entreprises industrielles; 10) étude des projets de concessions forestières et industrielles et leur réalisation; 11) appel et émigration organisée de spécialistes de l'étranger pour multiplier la puissance productrice de la République.

Voilà les buts concrets que se propose le Bureau du Conseil Supérieur. Dans son action pour leur réalisation, il s'appuiera sur les syndicats et sur les services économiques locaux, qui auront la possibilité de déployer la plus large initiative pour le rétablissement de l'économie nationale.

Afin d'obtenir une liaison plus étroite avec les syndicats, toutes les questions réclamant leur participation sont examinées dans des commissions mixtes et résolues en séance commune des Bureaux du Conseil Supérieur d'Economie Nationale et du Conseil Panrusse des Syndicats.

Déjà une de ces séances a été tenue pour l'examen des questions concernant l'approvisionnement des ouvriers et la formation des organes directeurs des grosses unités industrielles.

A l'égard des services économiques locaux, le Conseil Supérieur renonce à la politique de centralisme qui était naturelle à l'époque de rassemblement de l'industrie, alors que la guerre civile et la nécessité d'approvisionner l'armée obligeaient à soumettre tout à une volonté unique.

Actuellement il faut au contraire que les organes locaux fassent preuve de volonté propre et fassent profiter l'ensemble du pays de l'expérience découlant des conditions locales. Les organes économiques des territoires et des provinces ont reçu l'administration d'une partie importante des entreprises ce qui doit augmenter sensiblement leur influence sur le développement de la production. La responsabilité des Conseils d'Economie Nationale des provinces a été sérieusement relevée.

Le rôle du Conseil Supérieur par rapport à ces organes consiste à coordonner et à régler leur action, à les aider de ses directives et à leur fournir les ressources qu'ils ne peuvent se procurer autrement. Notre but est d'obliger les organes locaux à utiliser le mieux possible leurs propres ressources et les ressources fournies par le centre afin d'obtenir le maximum d'effet utile.

Tels sont les contours généraux de notre politique industrielle. J'indiquerai maintenant quelques précisions dans certaines questions particulières.

L'élaboration du plan général de l'industrie doit tenir compte de la modification de notre politique économique et viser à une application méthodique de ces deux principes: l'utilisation maxima de chaque entreprise, et la concentration de la production en combinant à la fois plusieurs branches. Tout cela doit se faire en parfait accord avec le plan économique national d'ensemble.

En employant le terme de "concentration de l'industrie" le Bureau du Conseil Supérieur a en vue la réduction des grandes entreprises en marche au minimum nécessaire pour pouvoir assurer à chacune son plein de combustible, de main d'œuvre, de matières premières et par conséquent de rendement.

La base essentielle de l'économie nationale demeure et demeurera toujours notre grande industrie nationalisée. Le Bureau du Conseil Supérieur la soutiendra de toutes ses forces et de toutes les ressources à sa disposition. L'état de paralysie dans lequel elle se trouve actuellement nous oblige à choisir les entreprises les mieux conservées au point de vue technique et administratif et à y organiser la production dans la mesure correspondant pleinement aux ressources matérielles. Ces entreprises seront déchargées du personnel superflu, munies au contraire de toute la main d'œuvre qualifiée nécessaire. On y introduira le système du salaire collectif et de la remise aux ouvriers d'une partie des produits pour les échanges en nature.

La grande industrie sera placée dans des conditions privilégiées au point de vue financier. Une commission travaille à cela avec participation du Commissariat des Finances. De toute façon la grosse industrie nationalisée sera exempte du contrôle préalable.

Je le répète, la base de l'industrie est notre grosse industrie nationalisée. C'est donc du point de vue de ses intérêts que le Bureau du Conseil Supérieur considérera les concessions et l'organisation de l'industrie campagnarde et de la petite industrie.

La politique des concessions sera construite conformément aux principes suivants: en ce qui concerne la matière des concessions, remise de concessions pour l'exploitation des richesses naturelles (forestières, minières, pétrolières, etc...); remise en concessions d'usines ou le concessionnaire transformera les matières premières délivrées par l'Etat en produits manufacturés; et enfin remise de concessions combinées, dans lesquelles le concessionnaire exploite les richesses naturelles et fabrique en même temps certains objets nécessaires à la République ou bien élève des constructions d'utilité publique. En règle générale seules les branches d'industrie ou les richesses naturelles qui, pour telle ou telle raison, ne peuvent pas être exploitées convenablement par la République elle-même serviront de matière aux concessions.

En ce qui concerne le concessionnaire: quelle que soit sa nationalité, nous exigerons de lui une certaine capacité financière, suffisante non seulement pour mener l'exploitation mais encore pour l'outiller conformément au dernier mot de la technique occidentale, pour assurer l'approvisionnement des ouvriers, etc... Nous demanderons en outre qu'il possède une expérience pratique de l'organisation de l'administration ou de la direction technique.

L'établissement des concessions demande du temps, et en attendant nous devons préparer à la grande industrie des conditions lui permettant de concurrencer les entreprises concédées. Plusieurs mesures sont élaborées à cet effet en liaison avec les syndicats.

Parmi la petite industrie, il faut d'abord distinguer les branches capables de servir la culture paysanne, en fabriquant ou en réparant le matériel agricole le plus commun, ou bien en produisant des objets de ménage et de première nécessité.

Les relations entre les organes de l'Etat et la petite industrie doivent être conformes aux exigences de la production et des avantages commerciaux. La coopération est le procédé le plus indiqué pour organiser la petite industrie et elle trouvera auprès des Conseils d'Economie Nationale l'attitude la plus favorable et la plus attentive. Nous nous efforcerons de rapprocher de nous l'industrie dirigée par les coopératives, sans lui imposer pourtant de gêne inutile, et de l'employer non seulement pour satisfaire les besoins de la population, mais aussi pour constituer un fonds de matières premières pour la grosse industrie nationalisée. Le Bureau du Conseil Supérieur a déjà élaboré et soumis à l'approbation du Conseil des Commissaires du Peuple un projet de décret sur la petite industrie, établi en conformité de ces principes.

On fait courir toutes sortes de bruits sur une prochaine dénationalisation de l'industrie. Notre rôle ne consiste aucunement à cultiver la propriété privée. Tout ce que l'Etat possède demeure entre ses mains. Nous nous proposons seulement de remettre à bail l'exploitation de certaines entreprises aujourd'hui arrêtées. Le projet établi par nous à cet effet envisage en qualité de fermiers de l'Etat de préférence les organisations coopératives, et seulement à leur défaut le capital individuel. Conformément à ce projet les organes locaux de l'Etat auront le droit absolu d'affirmer ainsi les petites entreprises. Les autres pourront être louées avec le consentement seulement du Bureau du Conseil Supérieur. Il va de soi que pour établir l'uniformité voulue nous donnerons là-dessus des instructions et une sorte de contrat modèle. Ce contrat est en voie d'étude.

Le Conseil Supérieur pour être à la hauteur de la tâche colossale qui lui incombe, doit posséder un appareil bien organisé. C'est pourquoi un plan de reconstitution avait été examiné déjà par l'ancien Bureau et approuvé dans son ensemble par le 4ème congrès. Il nous reste seulement à le mettre au point et à l'appliquer.

L'appareil trop pesant des "Bureaux centraux" est concentré dans 15 seulement "Directions Générales" embrassant chacune une vaste branche de l'industrie. Ces Directions ne sont pas encore toutes constituées. Nous avons décidé par exemple que pour réorganiser le Bureau Central du sucre, il convenait d'attendre la fin de la campagne sucrière.

Les questions d'administration seront compliquées si nous sommes obligés d'établir dans certaines branches d'industrie (sel, pétrole, etc...) des monopoles, car alors il faudra conserver pour ces monopoles les anciens bureaux centraux.

En ce qui concerne la direction des entreprises et des organes administratifs, en visant à la direction unique, nous appliquerons surtout le principe de la stricte responsabilité personnelle, que nous avons affaire à un directeur unique ou bien à un collège. Dans ce dernier cas, la responsabilité incombera au président. Dans la nomination du personnel, nous nous baserons sur les candidats présentés par les syndicats, en leur adjoignant des spécialistes. La réduction du personnel au minimum, l'offre à ce personnel subsistant de conditions de travail le plus favorables possibles, l'envoi en province des forces techniques ainsi libérées, voilà le programme actuel dont le Bureau du Conseil Supérieur a déjà entrepris la réalisation.

Tous les principes exposés plus haut ont été admis par le Bureau du Conseil Supérieur comme base et comme directive de son activité intérieure. C'est pour ainsi dire une sorte de mandat impératif que ses membres se sont donné à eux-mêmes pour guider leur travail quotidien. Nous espérons que cette orientation sera vérifiée par l'expérience et donnera les résultats désirés.



# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

## Congrès de l'Internationale Communiste.

### Dix-septième séance

(suite).

La parole est donnée à **Lénine**.

Je ne compte pas faire un rapport, je me bornerai à compléter de quelques explications et remarques les thèses déjà distribuées. Pour justifier notre tactique, il faut donner d'abord un aperçu d'ensemble de la situation internationale. La situation économique du capitalisme a déjà été examinée en détail par le Congrès, j'y reviendrai exclusivement du point de vue politique. Quand on étudie la situation internationale de internationale de notre république, il faut tenir compte de l'équilibre des forces restant prêtes chaque instant à se combattre de nouveau. Cet équilibre instable peut être rompu chaque jour, car il y a suffisamment de matières explosives dans les colonies et les semi-colonies. Néanmoins toutes les tentatives d'intervention armée ont échoué, et il est permis en ce sens de parler d'équilibre. La bourgeoisie est encore infiniment plus forte que nous et c'est seulement grâce à un concours de phénomènes qu'elle est incapable de nous combattre les armes à la main. Nous voyons d'ailleurs dans ces derniers temps des tentatives d'intervention en Extrême-Orient et ces tentatives ne manqueront pas de se répéter à l'avenir.

Malgré tout nous avons un répit. Et ce répit doit être utilisé pour adapter notre tactique à la situation nouvelle, sans perdre de vue un seul instant la nécessité d'être prêts à de nouveaux combats. L'organisation et l'affermissement de l'armée rouge demeurent comme auparavant notre devoir. Le répit incertain dont nous jouissons signifie seulement que le mouvement révolutionnaire a fait des progrès. Mais il n'a pas progressé en ligne aussi droite que nous l'espérons. Nous nous disions jadis que nous serions soutenus par la révolution mondiale et qu'alors notre victoire serait assurée. Malgré cette conviction que la révolution mondiale était indispensable, malgré les obstacles de toutes sortes, nous avons tout fait pour affermir le système soviétique, non point pour notre propre avantage, mais pour celui de la révolution internationale. Dans l'ensemble nous avons eu raison. Si la révolution n'est pas arrivée dans les Etats de haut développement capitaliste, néanmoins nous pouvons constater avec satisfaction qu'elle progresse dans tout l'univers. Voilà pourquoi la bourgeoisie internationale n'a pas la force de nous étouffer, bien que, économiquement et militairement, elle soit cent fois plus forte que nous. Si la révolution ne se développe pas en ligne droite, ses germes sont cependant infiniment plus nombreux et plus importants que nous ne le supposions. Il nous est facile aujourd'hui de les constater. Actuellement nous nous occupons à préparer minutieusement la révolution dans les pays capitalistes et à étudier les conditions concrètes de son développement. C'est la première leçon que nous devons tirer de la situation internationale. Plus un prolétariat de pays avancé est développé et organisé, plus il nous faut de soins pour préparer la révolution, plus il nous faut d'étude pour conquérir la majorité de la classe ouvrière organisée. En effet le principal soutien du capitaliste, ce sont précisément les ouvriers organisés par les Internationales deux et deux-et-demie. La bourgeoisie serait absolument impuissante à se maintenir, si elle ne jouissait pas de l'appui contre-révolutionnaire de cette partie des ouvriers.

Je doit dire ici quelle importance a le mouvement dans les colonies. Tous les anciens partis, y compris les petits bourgeois des Internationales jaunes, continuent à se contenter de sentiment. Et pourtant depuis le début du XXème siècle il s'est produit dans les pays coloniaux d'énormes changements. Des millions et des centaines de millions d'hommes, composant l'énorme majorité de la population du globe, sont entrés en scène comme un facteur original et actif de révolution. Il faut souligner que nous sommes les premiers à poser concrètement les problèmes de la préparation et de l'encouragement de ce mouvement. Les obstacles d'ailleurs, dans un domaine aussi colossal, sont immenses. Mais malgré tout un progrès doit être déjà constaté. Ces masses humaines joueront dans les phases prochaines de la révolution un rôle révolutionnaire considérable, malgré leur retard actuel.

Pour bien comprendre la situation politique intérieure de la Russie, il faut considérer la composition des classes. Le

but du socialisme, c'est la suppression des classes. Nous avons d'abord la classe des exploités, composée de grands propriétaires fonciers et des grands capitalistes industriels. Ici la tâche de destruction est assez facile et peut être terminée en quelques mois, sinon en quelques semaines. En Russie nous en sommes venus à bout. Pendant toute la guerre, nos capitalistes et nos propriétaires n'ont pas eu d'organisation à eux, ils ont été une simple annexe des forces militaires de la bourgeoisie internationale. Aujourd'hui seulement il s'est constitué à l'étranger une bourgeoisie russe organisée. Tous les partis contre-révolutionnaires, depuis les monarchistes jusqu'aux menchéviques, ont établi leurs liaisons avec les éléments bourgeois de chaque pays; nous avons à l'étranger une presse russe de toutes les nuances, soutenue par les finances capitalistes. Jusqu'à un certain point cela nous facilite la tâche: nous pouvons mieux connaître les forces de l'ennemi et ses groupements politiques. Mais cela entrave en même temps notre tâche, parce que l'émigration contre-révolutionnaire emploie tous les moyens pour nous combattre. Cela nous montre que l'instinct de classe des classes dirigeantes est encore plus développé que celui des classes opprimées, bien que la révolution russe ait fait dans ce domaine plus que n'importe quelle autre révolution. Il sera très instructif pour les camarades d'observer systématiquement les manœuvres tactiques et les groupements de la contre-révolution russe. Elle est extrêmement hardie, possède d'excellents stratèges, et par conséquent il peut être très instructif pour nous de voir comment elle s'organise et utilise toutes les possibilités.

En outre il existe dans tous les Etats capitalistes, sauf peut-être l'Angleterre, une classe de petits producteurs et de petits paysans. Le grand problème de la révolution consiste à lutter contre ces deux classes. Pour nous en débarrasser, il faut d'autres méthodes qu'avec les grands capitalistes et les propriétaires. Il ne peut plus s'agir d'expropriation ni d'expulsion. La signification de la période dans laquelle nous entrons maintenant en Russie, si on considère la révolution internationale comme un ensemble, consiste en ce que nous avons à résoudre pratiquement le problème des relations entre le prolétariat et la dernière classe capitaliste. En théorie le marxisme a donné une solution excellente de ce problème. Mais autre chose est la théorie, autre chose la pratique.

Pour la première fois dans l'histoire, nous n'avons en présence que deux classes le prolétariat et les paysans. Ces derniers sont l'énorme majorité et ils sont très en retard. Il s'agit de savoir qui, du prolétariat ou de la bourgeoisie, prendra la direction des paysans. L'expérience universelle et l'analyse théorique permettent d'affirmer que la classe paysanne sera conduite nécessairement soit par la bourgeoisie, soit par la classe ouvrière.

Comment avons-nous abordé la question? Nous avons conclu une alliance avec les paysans: le prolétariat affranchit les paysans de l'exploitation bourgeoise, les paysans aident le prolétariat à combattre les exploités. Le menchévik déclare: les paysans ont la majorité, nous sommes des démocrates purs, la majorité doit décider. Mais les paysans n'étant pas indépendants, ce raisonnement aboutit en pratique à la restauration du capitalisme. Quand nous parlons d'alliance, nous entendons que la première condition est l'affermissement du prolétariat. Le premier stade de notre alliance a été l'alliance militaire. La guerre contre les exploités était facilement compréhensible pour le paysan. Il était pour nous. Malgré sa colossale ignorance, notre propagande le touchait facilement. Les masses en effet comprennent mieux la réalité pratique que les livres. Par suite de l'immensité de la Russie, cette éducation s'est faite plus facilement, région après région. En Sibérie et en Ukraine la contre-révolution a triomphé d'abord, parce que la bourgeoisie avait pour elle les paysans. Mais il a fallu peu de temps pour que ces derniers voient les choses comme elles étaient: ils se sont dit: les bolcheviks n'ont rien d'agréable, mais ils valent mieux pourtant que les gardes-blancs. Ils ont appris par expérience que derrière les socialistes-révolutionnaires viennent les gardes-blancs et que ces derniers sont aussi les grands propriétaires.

Les menchéviques constatent bien cette alliance, mais ils ne comprennent pas que l'alliance militaire est impossible sans une alliance économique. L'alliance économique entre nous et les paysans a toujours existé. A cette époque elle était très simple: le paysan avait reçu de nous

le sol et l'aide armée contre les propriétaires, il nous donnait en échange de quoi vivre. C'était une alliance assez originale, ne reposant pas sur les bases ordinaires entre producteurs et consommateurs. Nos paysans l'ont compris bien mieux que les héros des Internationales deux et deux-et-demie. Ils ont donné leur blé à l'armée rouge, ils ont reçu en échange sa protection contre les anciens propriétaires. Cette première forme d'alliance était assez primitive, mais il nous fallait agir vite, organiser l'approvisionnement, la guerre civile nous avait séparés des provinces les plus fertiles. C'est un véritable miracle, que le peuple russe et la classe ouvrière aient pu supporter tant de souffrances et de misère pour arriver à la victoire.

Après la guerre civile, le problème est différent. Si le pays n'était pas si ruiné par ces temps de guerre, il serait moins difficile d'établir une nouvelle forme d'alliance entre le prolétariat et les paysans. A cette ruine, il faut ajouter les mauvaises récoltes, rendant la situation du paysan intolérable. Nous avons été obligés d'entreprendre immédiatement quelque chose qui montre à la masse paysanne que nous sommes prêts à modifier radicalement notre politique: il a fallu lui prouver, prouver à chaque individu paysan, que le bolchevisme veut à tout prix améliorer sa situation. Voilà pourquoi nous avons remplacé la réquisition par l'impôt alimentaire. Nous avons toujours dit que la révolution vaut bien quelques sacrifices. Une propagande qui n'explique pas cette nécessité n'est ni communiste ni révolutionnaire. La révolution se distingue des luttes ordinaires en ceci que les sacrifices sont supportés non point par des individus, ni même par des partis, mais par des classes entières. La dictature du prolétariat signifie une somme de sacrifices, de misères et de privations pour la classe dominante, pour le prolétariat, comme on n'en a jamais vu dans l'histoire. La classe paysanne a infiniment plus gagné à la révolution que la classe ouvrière. Cela ne fait aucun doute. En théorie cela veut dire que jusqu'à un certain point notre révolution a été une révolution bourgeoise. Mais quand Kautsky en fait un argument contre nous, nous avons le droit de rire. Sans l'expropriation des propriétaires et la répartition du sol, ce serait en effet une révolution bourgeoise. Mais nous sommes le seul parti qui ait mené jusqu'au bout la révolution bourgeoise et ait ainsi facilité la lutte pour la révolution sociale. Le système soviétique réalisé par nous, c'est déjà l'Etat socialiste. Si la classe paysanne a amélioré sa situation, c'est précisément parce que la dictature appartient au prolétariat. Si les masses paysannes n'avaient pas été dans les meilleurs relations avec nous, nous n'aurions pas pu subsister. Aujourd'hui que la situation des paysans a empiré, notre devoir est de leur venir en aide. Pour les ouvriers il s'ensuivra d'autres privations, mais ils sont l'unique élément développé politiquement, et les couches les meilleures de la classe ouvrière ont compris qu'il est de l'intérêt de la dictature du prolétariat de secourir à tout prix les paysans. Certaines parties de la classe ouvrière, et même de son avant-garde, ne l'ont pas encore compris. Elles sont trop fatiguées pour cela. Elles ont vu dans cette politique de l'opportunisme. Le paysan, disent ceux-là, reçoit tout ce qu'il veut, tandis que les ouvriers ont faim. N'est-ce pas de l'opportunisme? — Mais sans alliance avec les paysans, le pouvoir politique du prolétariat est une impossibilité. Voilà ce qui a été décisif pour nous. Le seul moyen de venir en aide aux paysans était l'impôt alimentaire. L'épreuve pratique n'en a pas encore été faite, mais en théorie c'était l'unique procédé pour donner une base économique solide à la société socialiste dans un pays où les petits paysans sont la majorité de la population.

Impôt alimentaire, c'est dire liberté du commerce. Liberté du commerce, c'est dire liberté du capitalisme. Nous le proclamons franchement sans rien cacher. Mais c'est déjà un autre capitalisme, le capitalisme d'Etat. Le capitalisme d'Etat dans une société capitaliste a une toute autre signification que dans une société prolétarienne. Dans le premier cas le capitalisme contrôle l'Etat dans l'intérêt de la bourgeoisie contre le prolétariat. Dans le second cas tout se passe dans l'intérêt de la classe ouvrière.

De même la question des concessions. Elle suscite des doutes au sein d'une partie de la classe ouvrière. Nous avons expulsé nos capitalistes, et maintenant nous en invitons d'autres! Mais la chose n'est pas difficile à faire comprendre économiquement. Nous sommes profondément ruinés par ces temps de guerre. Il nous faut de longues années pour nous relever. Nous sommes obligés de payer maintenant notre retard. Notre faiblesse: quand on veut apprendre, il faut toujours payer. En outre, nous sommes environnés d'Etats capitalistes. Tant que la révolution n'aura pas éclaté dans d'autres pays industriels,

nous devons payer tribut au capitalisme international. Par là nous gagnerons du temps et actuellement, dans la période d'équilibre, gagner du temps c'est gagner tout.

Nous ne devons pas oublier que notre unique base économique doit être la grande industrie mécanique. L'oublier serait ne pas être communiste. Il découle de là un programme pratique. Grande industrie mécanique signifie aujourd'hui électrification. La Suède, L'Allemagne, l'Amérique capitalistes, réalisent ce programme. Nous avons institué une commission comprenant l'élite de nos économistes et de nos ingénieurs. Plus de 200 spécialistes y ont pris part. Presque tous sont hostiles au pouvoir des Soviets: mais ils sont intéressés à leur travail, car ils ont dû reconnaître que c'est le seul moyen de sortir le pays de la crise économique. La première exécution de ce plan réclame au moins dix ans. Ce que nous avons pu faire est insignifiant au regard des Etats occidentaux, mais ce peu est énorme comme valeur d'instruction et de propagande. Le paysan voit qu'il se produit quelque chose de neuf, dans lequel chacun ne travaille plus pour lui-même mais l'ensemble de l'Etat. Nous n'aurons rien à regretter, si au prix de quelques centaines de millions de kilogrammes de naphte versés au capital étranger nous accélérons l'électrification de notre pays.

Quelques mots encore sur la démocratie pure. En 1884 Engels écrivait que la démocratie pure groupait autour d'elle non seulement la bourgeoisie mais aussi la réaction féodale. Si nous analysons nos menchéviques et nos socialistes-révolutionnaires d'après leurs œuvres et non d'après leurs paroles, nous voyons qu'ils représentent la démocratie purement petite-bourgeoise. Tout le long de la révolution, ils ont par leurs oscillations fortifié la bourgeoisie. Les chefs les plus intelligents de la grosse bourgeoisie russe, avec leur devise „des soviets sans bolcheviks“, nous montrent un tableau extrêmement original du pouvoir des soviets défendu par les cadets contre les socialistes-révolutionnaires. Telle est la logique de notre révolution. Les cadets savent parfaitement que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviques sont leurs alliés contre nous, puisque sur leur dos ils établiront leur domination à eux. Voilà pourquoi ce sont les menchéviques et les S.-R., avant-garde de la réaction coalisée, que nous devons combattre actuellement sans pitié. La dictature, c'est la guerre acharnée, et nous sommes dans cet état de guerre. S'il n'y a pas actuellement de campagne armée de la bourgeoisie contre nous, c'est que les masses ouvrières, quoiqu'encore éloignées des rangs communistes, ont suffisamment fait de progrès pour interdire toute intervention. A la guerre comme à la guerre! Nous ne promettons aucune espèce de liberté ni de démocratie. Mais nous disons au paysan qu'il doit choisir entre nous, qui consentons à quelques concessions pour conserver le pouvoir et ensuite le mener au socialisme.—et la guerre civile déclarée. Tout le reste n'est qu'absurdité et démagogie pure.

## Le mouvement communiste en Haute-Silésie.

Un article paru dans la „Deutsche Tageszeitung“ du 26 juin nous montre dans quel sillage s'est engagé le mouvement communiste en Haute-Silésie.

La réaction reconnaît avec terreur l'approche de ce qu'elle appelle le „danger bolcheviste“. Sur les locaux des services miniers des bassins de Tarnowitz et Beuten flote depuis quelques jours le drapeau de la 8ème Internationale. Les troupes de Korfanty qui voulaient se livrer à des actes de sabotage sur les mines en ont été empêchées par les ouvriers polonais et allemands qui leur ont déclaré que ces mines appartenaient à la communauté. Dans plusieurs points les troupes de Korfanty sont passées aux communistes. A Gleivitz et Bismarkshütte une République Soviétique a surgi.

Voilà grosso modo tout ce que nous savons sur la situation dans la région la plus atteinte par l'insurrection. Quand même les nouvelles seraient quelque peu exagérées et quand même l'auteur des télégrammes aurait quelque peu adouci les faits, comme par exemple lorsqu'il annonce que le cam. Radek a organisé des assemblées politiques près de Kattowitz et que le cam. Frölich est en train de recruter des troupes pour les bataillons rouges aux environs de Ratibor, il n'en est pas moins certain que la classe ouvrière de Haute-Silésie a enfin compris la situation. Comme il le fallait et fait des préparatifs pour, tandis que les deux rivaux sont en train de se prendre aux cheveux, envoyer au diable toute la racaille réactionnaire et réduire à néant une fois pour toutes le régime criminel de la société bourgeoise.



# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

## Le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge au prolétariat Espagnol.

Camarades,

C'est avec une émotion profonde et un vif intérêt que nous suivons les péripéties de la lutte que vous avez engagée contre vos exploités et contre la caste militaire et gouvernementale qui les défend. C'est aussi avec un sentiment d'indignation que nous apprenons chaque jour les méfaits de la terreur blanche dont sont victimes les meilleurs d'entre vous.

L'horreur de la domination bourgeoise atteint son apogée dans ces actes sanglants qui ont d'autre but que de décapiter la révolution et de se raffermir sur ses bases déjà ébranlées par les attaques incessantes que lui livrent les prolétaires organisés.

La répression féroce grâce à laquelle notre magnifique effort de résistance force l'admission sera une des pages les plus honteuses de l'histoire bourgeoise et une des plus glorieuses de l'histoire prolétarienne.

Car cela camarades, est un grand hommage que vous rendent les maîtres de l'heure, s'ils vous emprisonnent, vous déportent et vous assassinent, c'est qu'ils voient le danger de votre conscience de classe et de votre volonté d'action. S'ils vous assènent des coups, c'est

qu'ils sentent les vôtres: s'ils intensifient la réaction, c'est que vous avez intensifié l'effort révolutionnaire.

Soyez donc fermes, camarades! Malgré les brutalités odieuses dont vous êtes victimes, persévérez dans votre effort pour jeter bas l'Etat bourgeois et la bourgeoisie elle-même. Comptez vos morts, qui sont aussi les nôtres mais ne les pleurons pas: vengeons-les!

En ouvrant ses séances, le Congrès des Syndicats Rouges vous envoie un salut fraternel et l'affirmation de sa complète solidarité dans ces moments de dures épreuves que vous subissez avec tant de vaillance.

Et nous vous recommandons de vous préparer méthodiquement, de vous organiser systématiquement, de renforcer vos unités de combat pour vaincre rapidement et de la façon la plus complète ceux qui vous écrasent sous leur féroce implacable et tyrannique pour vous emparer des moyens de production, de la terre et des usines, pour prendre en mains tout le mécanisme de l'organisation sociale et pour défendre triomphalement les conquêtes de la révolution.

Vive le prolétariat espagnol!

Vive la révolution mondiale!

## A L'ETRANGER.

### France.

Riga, 7 juillet. — Marcel Sembat, dans le Populaire du 28 juin, écrit: „L'Angleterre a répondu à nos notes qu'elle défendrait les intérêts français, mais à condition que nous reprenions les relations avec la Russie. En outre la note anglaise indique qu'elle conservera cette position tant qu'il y aura espoir d'obtenir une participation de la France à un traité commun avec la Russie Soviétique. Si nous nous obstinons dans notre refus, l'Angleterre nous livrera à nous-mêmes. Notre gouvernement veut que la Russie Soviétique reconnaisse les dettes tsaristes. Les socialistes français avaient bien prévu, lors de la conclusion de ces emprunts, que ce serait de l'argent perdu. Aujourd'hui ces considérations nous donnent davantage encore le droit d'insister pour qu'on cesse de susciter constamment la question des emprunts russes lorsqu'il s'agit de la reprise des relations entre la France et la Russie. L'Angleterre déclare dans sa réponse qu'elle soutient l'idée d'une commission internationale pour répartir les dettes russes et les dédommagements, mais à condition que cette commission soit composée des représentants des pays consentant ou bien à reconnaître le gouvernement soviétique, ou bien à signer un premier traité de caractère général qui sera conclu avec ce gouvernement. Krassine, dans une interview récente donnée au „Petit Parisien“, semblait indiquer que maintenant on pouvait causer. Nous n'avons plus un refus absolu, mais le meilleur moyen d'arriver à un accord est de commencer les pourparlers. Nous pourrions le faire par l'intermédiaire de l'Angleterre, mais il vaut mieux le faire directement“.

### Belgique.

Riga, 5 juillet. — Le Conseil de Guerre de Bruxelles a condamné à 20 ans de travaux forcés tous les soldats ayant pris part pendant la guerre à la „ligue démocratique“, fondée sur le front.

### Angleterre.

Londres, 5 juillet. Le „Manchester Guardian“ dans un article de fond au sujet des relations entre l'Angleterre et le Japon, souligne que l'opposition du Canada à l'alliance anglo-japonaise a pris le Ministère des Affaires Etrangères britanniques à l'improviste, particulièrement en vue du fait que le Président du Conseil du Canada fit entendre que, si le traité était renouvelé, le Canada pourrait se déclarer hors de ce traité. Il fallait trouver un moyen pour éviter ceci et c'est pourquoi l'opinion des juristes a changé d'une manière si surprenante au sujet de la nécessité de renouveler le traité immédiatement, avant son échéance.

Les journaux canadiens, font remarquer que, de cette manière Lloyd-George l'emporta sur le Premier canadien.—Reuter apprend que l'ambassadeur du Japon à Washington déclara formellement que l'alliance n'avait jamais dû être un instrument d'hostilité ou même de défense contre les Etats Unis.

Horsea, 6 juillet. (Radio). Lord Middleton, l'un des représentants des unionistes du sud de l'Irlande qui participa hier à la conférence à Dublin avec les représentants des sinfeiners De Valera et Griffith arriva ce matin à Londres où il fit un rapport à Lloyd-George sur les résultats de la conférence. L'„Evening Standard“ apprend d'une source bien informée que ces résultats étaient très favorables et encourageant, malgré que la conférence n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour la conclusion d'un accord définitif. Entre temps le premier ministre de l'Afrique du Sud, le général Smuts, est arrivé à Dublin, muni, à ce qu'on dit, de pouvoirs considérables.

Riga, 6 juillet.—On annonce de New-York que le gouvernement britannique a invité Japon à remettre de juillet à octobre la date du renouvellement de l'alliance afin de donner aux Etats-Unis la possibilité d'étudier la question. Le gouvernement japonais aurait, dit-on, accepté cette proposition.

Londres, 5 juillet.—Harmsworth déclara dans la Chambre des Communes que le gouvernement britannique avait reçu deux communications de la part du gouvernement de la République de l'Extrême-Orient. L'une contenait une déclaration de l'Assemblée Constituante, disant qu'elle représente tout le peuple de la république et invite les puissances d'établir des relations formelles. L'autre traite de diverses questions, dont celle de la présence des troupes japonaises en Sibirie.—„Vu que le gouvernement de Sa Majesté, dit Harmsworth, n'est pas en relations diplomatiques avec la République de l'Extrême-Orient, ces communications sont restées sans réponse“.

### Italie.

Le Ministère italien comprend, sous la présidence de l'ancien ministre des Finances Bonomi, 3 réformistes, 3 membres du Parti Populaire (catholique), 2 socialistes, 4 libéraux-démocrates, 1 conservateur et 2 sans parti.

Berlin, 5 juillet. — La constitution du cabinet Bonomi est accueillie avec satisfaction à Paris. La presse française caractérise Bonomi comme un partisan déclaré de l'amitié entre les deux Etats, et

affirme que Sforza trouvera en la personne de son successeur della Toretta un continuateur de sa politique extérieure.

Rome, 2 juillet. — L'accord entre les socialistes et les fascistes dont il a été question dans la presse et qui semblait si peu vraisemblable même de la part des opportunistes les plus avancés est aujourd'hui un fait accompli. Modigliani et Turatti d'une part, Mussolini d'autre part, s'engagent mutuellement à déposer les armes et à ne plus se combattre qu'en observant le respect et la tolérance entre eux. Dans chaque province il se forme des commissions de socialistes et de fascistes pour faire ce désarmement, et pour livrer aux autorités tout ce qui contreviendrait à la convention. Le traité doit être ratifié par les bureaux centraux des deux partis, par la confédération du travail et par le Comité Central des Syndicalistes. Ces organes sont convoqués d'urgence pour prendre une décision. A dater de ce jour, le parti socialiste cesse d'exister comme parti indépendant et se soumet aux ordres de Mussolini, au point de livrer ses propres membres aux autorités. Toute la presse bourgeoise commente cet événement. Le „Giornale d'Italia“ y voit un retour du socialisme à sa véritable nature bienfaisante de parti national. Mussolini, dans son journal „Popolo d'Italia“, écrit que le bolchévisme „à la Rousseau“ fait son temps, que l'Italie de 1921 est bien différente de celle de 1916. Le parti socialiste, d'après lui, est à la veille d'une nouvelle scission sur la question de la coalition. La confédération du travail pourra ainsi briser ses chaînes et devenir indépendante. Ce sera un grand pas vers la formation d'un parti ouvrier qui réduira au minimum l'importance des partis socialistes politiques.

### Haute-Silésie.

Nauen, 5 juillet. (Radio.) Durant les bagarres sanglantes qui eurent lieu à Beuthen les français ont complètement détruit par un feu rapide de mitrailleuses une maison d'où, ils disent, des coups de feu furent tirés sur eux.

Nauen, 5 juillet. (Radio.) Par suite de l'activité croissante des bandes polonaises, la commission interalliée déclara de nouveau l'état de siège dans les districts de Gross-Strehlitz et de Rosenberg.

### Autriche.

Hanovre, 5 juillet.—L'étudiant de la Faculté de Philosophie de l'Université de Vienne Kogani a fait une remarquable invention. Il a greffé sur des poissons aveugles les yeux d'autres poissons. Les résultats ont été stupéfiants. Les nerfs optiques se sont ressoudés et les animaux ont récupéré la vue. Les autorités médicales ont l'intention de reproduire ces expériences sur les hommes.

### Pologne.

Varsovie, 5 juillet. — Le „Rabotnik“ annonce qu'à la dernière séance du Parti Socialiste Polonais une résolution a été adoptée concernant l'attitude du parti à l'égard du mouvement socialiste international. Il y est dit que la seconde Internationale ne groupe plus maintenant qu'un petit nombre de partis. Sa politique s'est fréquemment éloignée des exigences du programme et de la tactique du P. P. S. et même a contredit catégoriquement les intérêts essentiels du prolétariat. Le prochain congrès du P. P. S. doit charger le comité central d'entrer en relations étroites avec tous les partis socialistes afin de reconstituer l'Internationale. Le Conseil a repoussé une résolution de Zarembo sur l'entrée du P. P. S. dans l'Internationale de Vienne et une autre résolution de Perl sur son maintien dans le IIème Internationale. Daszynski sera rapporteur sur la question des élections et Varlicki sur la tactique du P. P. S. Nedzialkowski sur les rapports avec l'Internationale.

### Roumanie.

Odessa, 29 juin.—Les délégués au Congrès du Parti Socialiste Roumain à Ploechi ont constaté l'influence grandissante du Parti Communiste dans les masses ouvrières depuis le retour de la délégation de Moscou. En Transylvanie, sur 100.000 ouvriers un tiers seulement sont sous l'influence des socialistes, tous les autres sympathisent avec le communisme.

La Diète polonaise a ratifié le traité de commerce avec la Roumanie qui sera prochainement signé.

### Pays Baltiques.

Helsingfors, 5 juillet. — La délégation de commerce finlandaise a présenté au Conseil d'Etat un compte-rendu sur son voyage en Russie, dans lequel il est dit que le port, les magasins et les docks de la Néva sont en état satisfaisant. Quant aux achats de papier finlandais par la Russie, l'accord a été obtenu, sauf sur les conditions de transport et de paiement. La délégation est convaincue que les échanges avec la Russie peuvent influer favorablement sur la situation économique de la Finlande, qu'une des conditions principales de l'établissement d'un commerce régulier est le séjour permanent d'une délégation finlandaise à Péetrograd. Pour faciliter et accélérer les transports, la délégation propose que des wagons finlandais, à des conditions fixées par le Conseil d'Etat, amènent les marchandises jusqu'à Péetrograd. La délégation a déclaré que si elle s'était rendue en Russie trois mois plus tôt, la Finlande aurait reçu un grand nombre de commandes, aujourd'hui données à l'Allemagne.

### Proche-Orient.

Odessa, 29 juin. — D'après les nouvelles de Smyrne, un attentat a été commis par les Vénizelistes sur le roi de Grèce Constantin.

Odessa, 1 juillet. — Pendant sa visite du front grec, Constantin a été accueilli à coups de sifflet par les troupes. Les régiments grecs envoyés à Rodosto se sont révoltés sur la route et ont désarmé leurs officiers.

Lyon, 5 juillet. — La Porte a adressé aux alliés une demande d'intervention dans la guerre gréco-turque.

Nauen, 5 juillet. — A Stettin a été fondée une compagnie de navigation allemande „orentlinie“, pour les communications régulières, avec la Mer Noire sous le Pavillon de la ville libre de Danzing.

Horsea, 6 juillet. — (Radio). La Press Agency de Londres apprend que les nationalistes turcs auraient occupé la plus grande partie de la presqu'île d'Ismid et que quelques détachements auraient même pénétré dans la zone neutre. Les cercles officiels de Londres n'ont reçu jusqu'à présent aucune confirmation de cette dernière nouvelle que l'on considère peu vraisemblable vu que le gouvernement d'Angora sait parfaitement bien qu'une pareille action provoquerait immédiatement des représailles de la part de tous les alliés.

Le „Times“ dit que le gouvernement britannique apprend de bonne source que certains Bulgares conduisent des intrigues avec des nationalistes turcs dans le but apparent de préparer une attaque bulgare contre les Grecs en Thrace Orientale pour obtenir une révision du traité de Neuilly et le retour de la Thrace Occidentale à la Bulgarie. Des autres journaux aussi, notamment le „Daily Telegraph“ donnent des détails de ces intrigues. Le „Times“ ajoute: „On est persuadé dans les cercles officiels que si les Bulgares continuent d'intriguer en vue de bouleverser le traité de paix, la Grande Bretagne non seulement ne les aidera pas, mais elle s'opposera de la manière la plus énergique. Une tentative pour provoquer le retour de l'ex-roi Ferdinand en Bulgarie rencontrerait la même opposition“.

### Japon.

Riga, 5 juillet.—A Tokio, par suite de la chute des salaires et de la crise de chômage, une violente fermentation règne parmi les ouvriers. Le mouvement est particulièrement fort dans les chantiers navals et dans l'industrie métallurgique, où plusieurs rencontres se sont déjà produites entre les ouvriers et la police.

### Dementi.

Le Correspondant du „Times“ à Helsingfors, prétend qu'en Russie la mobilisation générale aurait été décrétée jusqu'à 48 ans. Le Times en tire la conclusion que le gouvernement soviétique veut attaquer les Etats voisins.

C'est le début d'une nouvelle campagne de calomnies visant évidemment à brouiller la Russie avec la Pologne et les pays frontières. De même la nouvelle a été lancée de prétendues concentrations de troupes contre la Pologne. Cette information est absolument contraire à la réalité. Aucune mobilisation ni concentration de troupes sur la frontière Ouest n'est faite en Russie.



## REVUE DE LA PRESSE ETRANGERE.

## France.

## Avant le congrès de Lille.

Monatte écrit dans la „Vie Ouvrière“:

Qu'on pose carrément dans chaque syndicat cette question: Pour ou contre les exclusions, pour ou contre la scission. C'est qu'on ne la laisse pas entortiller dans une longue motion aux mots ronflants et énergiques. C'est qu'on ne laisse pas tromper les syndiqués votant pour en croyant voter contre. Une motion nette de trois lignes se prononçant contre toute exclusion pour délit d'opinion révolutionnaire ou de tendance ralliera l'immense majorité des syndicats français, la presque unanimité des syndiqués.

Pour couper court à tous les palabres sur les ordres de Moscou, la faillite du bolchevisme, la subordination à un Parti politique, posons partout et toujours la question: Pour ou contre l'unité ouvrière.

La camarade T. Flandrin, secrétaire de l'Union des Syndicats ouvriers du Var, écrit dans l'Humanité du 21 Juin:

Au dernier comité national, la constatation du recul de l'esprit syndical est apparu avec netteté. Des militants syndicalistes ont entendu sans broncher le secrétaire fédéral des inscrits se parer comme d'un acte glorieux de la décision de sa fédération intimant l'ordre à ses syndicats de ne pas chômer le 1-er mai. Dire que des ouvriers sont tombés à Chicago, à Fourmies et en d'autres points du monde pour cette manifestation essentiellement prolétarienne faite pour la rappel de l'esprit de classe! A l'examen de tous ces faits qui sont pris parmi tant d'autres on constate que le chemin sera dur à parcourir pour replacer le mouvement ouvrier sur son véritable terrain.

Lille est l'objectif des hommes qui, reniant leur passé, vont essayer de briser l'unité ouvrière pour éviter plus tard le jugement de ceux qu'ils trompent. J'ai confiance en cette conscience ouvrière qui d'instinct, distingue la bonne route. J'espère qu'à Lille elle fera la besogne nécessaire et se débarrassera des éléments chez qui l'esprit de classe n'existe plus.

## La vie du parti.

Une grande manifestation qui groupait les sections communistes de l'agglomération douaisienne, et avec elle nombre de syndicalistes—particulièrement parmi les mineurs—a eu lieu dimanche à Sin-le-Noble.

Un long cortège est venu chercher aux accents de l'Internationale les orateurs désignés: Paul Louis, membre Comité directeur, Verdier et Jacob des C.S.R., et Brodal, secrétaire fédéral.

Les orateurs qui ont parlé ont été acclamés par la foule qu'unaniment flétri la nouvelle loi scéléra à te.

A l'occasion de l'élection cantonale des Vans, les sections communistes du canton ont mené une vigoureuse campagne de propagande et d'agitation révolutionnaires. Le canton a été parcouru dans tous les sens par le camarade Raoul Vedel, secrétaire à la propagande de la Fédération, qui a organisé dans presque toutes les communes des réunions publiques et contradictoires.

Les conférences qui eurent le plus de succès furent: celle de Salesles, où Vedel porta la contradiction à M. Perrussel, candidat du Bloc Vans, ou la fine fleur de la réaction locale, qui se trouvait parmi l'auditoire, n'eut pas le courage de nous apporter la contradiction, et, enfin, celle de Saint-Paul-le-Jeune, où des contradicteurs cléricaux et royalistes fournirent à notre camarade Vedel une merveilleuse occasion de faire acclamer, par un auditoire de plus de 400 personnes, la Révolution russe et le communisme.

A noter que dans ce canton, exclusivement rural, le camarade Argout maire de Labégude, candidat communiste, a réuni sur son nom 351 suffrages, et que dans la petite commune de Laligné, perdue dans les montagnes des Cévennes et habitée seulement par des paysans, il a eu les 24 voix des 24 votants.

(„Humanité“ du 21 Juin).

## Commander et Servir.

Daniel Renoult écrit dans l'„Humanité“ du 20 juin:

„Il est périlleux de prétendre prévoir dans le détail le développement d'une Révolution. Qui peut dire, lorsque la grande secousse ébranlera la vieille terre de France, quelles seront les organisations

et quels seront les hommes que les faits appelleront à jouer le principal rôle? Si Lénine, au lieu d'être le premier socialiste russe, avait été le chef des syndicats ouvriers de Russie, le dessin de la Révolution là-bas eut été peut-être quelque peu modifié; les grandes lignes seraient restées les mêmes.“

Plus loin:

On peut, en tout cas, tenir pour certain que, dans nos pays occidentaux ou la propagande syndicale a profondément labouré les grandes étendues, des organisations purement ouvrières joueront dans l'action révolutionnaire le rôle le plus important. Si l'on admet, et il n'y a guerre contestation sur ce point maintenant, que la Révolution ne pourra réussir sans grève générale, il est clair que les organismes ouvriers, syndicaux, ne seront dominés ni subordonnés à aucune autre force.

Nous n'avons pas la prétention de régenter les masses, ni pour aujourd'hui ni pour demain. Notre conception de la Révolution ouvrière nous permet de définir sans embarras les relations qui, à notre sens, doivent, de plus en plus se développer entre les syndicats et le Parti.

Pour que ces rapports s'établissent librement et deviennent, par une volonté commune, toujours plus étroits, il faut que, des deux côtés, la direction appartiennent aux masses, exprimant toute leur volonté. La difficulté qui nous a arrêtés et nous arrête encore est à demi vaincue. Le Parti n'est plus livré à la toute-puissance de parlementaires préoccupés surtout d'intérêts électoraux par contre, la C. G. T. est encore dirigée par des hommes dont je veux simplement dire qu'ils ont abandonné la tradition révolutionnaire du syndicalisme français. Là est l'obstacle. Les syndiqués eux-mêmes diront bientôt s'ils veulent le maintenir. Mais, si demain il y a, en face d'un Parti révolutionnaire, une C. C. T. aussi révolutionnaire, l'entente se fera naturellement.

## Italie.

## Comment les socialistes espèrent désarmer le fascisme.

„La Tribuna“, organe semi-officiel, écrit: „Le 17 juin le président du Conseil des Ministres a reçu une commission composée du secrétaire de la Confédération Générale du Travail d'Aragona, du représentant du groupe socialiste parlementaire Musatti, et du représentant de l'Union Nationale des Coopératives Vergnani.“

L'entretien dura près d'un quart d'heure. Les députés Musatti et d'Aragona firent au président du Conseil des Ministres le tableau de la situation dans certaines régions de l'Italie où de nouveau ont eu lieu des rencontres sanglantes entre fascistes et socialistes.

Ils affirmèrent que ces faits regrettables sont causés par la provocation de certains militaires membres de l'Union des fascistes; en outre a été discutée en détails la situation créée par les derniers conflits dans les provinces de Ravenne, Parme, Vicence et Venise.

Giolitti a exposé à la Commission son point de vue sur la façon de rétablir l'ordre. Il a dit: „Les violences doivent être réprimées par tous les moyens. Le gouvernement, dans l'accomplissement de cette tâche, n'accordera de prérogative à aucun parti.“

Tandis que les fascistes continuent leurs exploits de plus en plus sanglants, les groupes parlementaires du Parti Socialiste et de la Confédération Générale du Travail se bornent à en rendre compte et à s'en plaindre à Giolitti qui, sans doute par candeur d'âme n'est au courant de rien. Il est vrai qu'il y a quelques jours Giolitti a fait au député Dugoni le plaisir de révoquer le préfet de Mantoue et au député Vacirca, celui de révoquer le préfet de Syracuse. Cela étant, le prolétariat italien peut être certain que désormais les préfets ne soutiendront plus les fascistes.

(„Ordine Nuovo“, du 18 Juin.)

## Un nouvel exploit des fascistes.

On mande de Pola à la date du 17 juin; qu'après l'année dernière, la maison du travail avait été détruite et les socialistes avaient installé un autre immeuble pour leurs assemblées. Hier, au cours d'une rencontre qui eut lieu entre socialistes et fascistes, les nouveaux locaux ont été saccagés comme les premiers par les fascistes.

(„Ordine Nuovo“, du 18 Juin.)

## L'Internationale Pédagogique.

L'Internationale Pédagogique fut fondée simultanément avec la premiers union des instituteurs et le premier journal pédagogique allemand, le „Föhn“. Par suite de la victoire de la réaction, le mouvement des instituteurs socialistes bavarois diminua à tel point d'intensité que la „Föhn“ dut cesser de paraître et que le Comité Directeur du mouvement des instituteurs socialistes dut transporter son siège à Berlin.

L'Union socialiste des instituteurs d'Allemagne se transforma l'année dernière en un „syndicat libre des instituteurs d'Allemagne“ qui a l'intention de s'affilier à l'„Afa“, organisation des professions libérales. L'organe officiel du „syndicat libre des instituteurs“ est l'hebdomadaire „L'Éducateur socialiste“ qui paraît à Berlin, éditeur Sturm. Par suite des durs combats qu'il a eus à livrer pour son existence, ce nouveau syndicat n'a eu que peu de temps et peu de moyens à consacrer au travail international. Jörg Mager le fondateur du „Föhn“ et du groupe socialiste des instituteurs bavarois, publia dans le premier numéro du „Föhn“ un appel international rédigé en sept langues; plus tard, il répandit une enquête internationale concernant les réformes de l'enseignement à l'étranger. Grâce à ces travaux préliminaires, des relations s'établirent bientôt avec les syndicats d'instituteurs italiens et français et plus tard avec le groupe communiste des instituteurs hollandais.

Le syndicat des instituteurs français, dans sa séance plénière qui eut lieu l'an dernier à Bordeaux décida la fondation d'une internationale pédagogique et constitua à cet effet un bureau provisoire dont la direction fut, suivant le souhait des syndicats français et italiens, confiée à Jörg Mager; depuis la suspension du bureau par ordre de l'Orgesch bavaroise, il a été transporté à Berlin. Au mois d'août prochain devait avoir lieu la première conférence de l'Internationale Pédagogique à Prague en liaison avec le Congrès mondial des espérantistes. En effet l'Internationale pédagogique se sert de l'espéranto comme langue officielle dans sa correspondance aussi bien qu'à la tribune; cette simplification des relations internationales s'est déjà recommandée dans la pratique de la meilleure façon. Le Congrès International des Syndicats de Moscou ayant été pris en considération, cette première conférence pédagogique internationale fut renvoyée à plus tard.

En dehors des groupes principaux qui ont déjà été nommés, l'Internationale pédagogique groupe certaines autres organisations d'instituteurs socialistes de Tchéco-Slovaquie, d'Espagne et de Hongrie. A Moscou doit être établie la liaison avec le personnel enseignant russe. Il est à désirer que l'Internationale Pédagogique embrasse bientôt tous les groupes d'instituteurs socialistes du monde entier; à cet effet les délégations de tous pays, particulièrement celles d'Amérique, d'Australie, d'Asie, des Balkans, de l'Europe Septentrionale, devront entrer en relations, oralement ou par écrit, avec le Comité Directeur de l'Internationale Pédagogique, afin de donner tous les détails possibles sur le mouvement des instituteurs socialistes de leurs pays respectifs. Pour le moment l'adresse à laquelle il faudra envoyer les communications est la suivante: Moscou, Petchistenka, Poluektov pereoulok, N° 7, Jörg Mager.

## Hilferding, agent de la thémis réactionnaire.

La rage au coeur, les chefs mencheviks berlinois s'aperçoivent que le prolétariat démasque chaque jour avec plus d'évidence leur politique de trahison et se détourne d'eux avec plus de dégoût.

La rossée administrée au secrétaire du Comité des Syndicats, l'indépendant Sabath, au moment où ce chenapan se jetait sur des ouvriers sans travail désarmés avec une barre de fer à la main, — cette correction exemplaire a ôté le sommeil aux plumitifs de la Breite Strasse.

Le procès de Hölz, qui fournit à l'accusé l'occasion d'un réquisitoire enflammé contre la société bourgeoise, a trouvé dans les milieux ouvriers un tel écho que les calomnies habituelles de la presse social-démocrate et des indépendants ont perdu tout crédit.

Dans le numéro 286 de la „Freiheit“, Hilferding, ce boursier véreux, bat tous les records de l'impudence. Dès les premières lignes, il manifeste une certaine satisfaction au sujet de la condamnation de Hölz. Vers la fin la rage s'empare de lui et il se retourne contre les militants de l'action de mars qui sont parvenus à

échapper aux molosses de la justice blanche.

Dans le dernier paragraphe de cet article honteux on peut lire: „Quand les chefs communistes invitent les ouvriers à une manifestation en faveur de la mise en liberté de Hölz, sachez qu'il en sera de cette démonstration comme des agissements de cette canaille de Schneider, de Mansfeld, et de ce nigaud de Scholem, par la faute de qui des milliers de travailleurs allemands ont été jetés en prison et qui persistent à vouloir précipiter la classe ouvrière dans des combinaisons désastreuses.“

Poltronnerie, carence et inconscience — voilà les traits essentiels du mouvement communiste actuel.“

C'est bien à Hilferding de parler de poltronnerie, lui qui, pendant l'équipée de Kapp, se tint caché comme un lâche dans les cercles du demi-monde berlinois où il a des connaissances nombreuses. Hilferding et Jüger, le coupe-jarret de la justice blanche, sont à jeter dans un même panier.

Que dire de tout ceci? Deux mots: quel pouacré!

## La Galerie des Portraits au Grand-Palais.

Il y au Kremlin, dans le corridor qui mène à la salle des séances du Congrès, une petite exposition d'un haut intérêt. On y trouve, à côté des curieuses vues cinématographiques données par la section de Petrograd qui a lancé l'Album „Octobre“ de Gliébov-Poutilovsky, une petite mais vraiment remarquable galerie des portraits des membres du Congrès, exécutés par nos célèbres artistes Andreev, Brodsky et Vechtchilov. Particulièrement admirables sont les portraits d'Andreev, par exemple, le portrait de Sultan-Zadé écoutant avec attention le discours de Lénine, et qui renferme de brillantes qualités d'exécution et de sens artistique.

Excellents portraits de Rakovski, Loriot, Friesland, Felix Kon, Tommasi. La physionomie de ce dernier, reproduite par le talent de l'artiste dont était si fier Riepin lui-même, frappe par sa plastique. Les esquisses de Brodsky consacrées au Congrès sont à notre avis infiniment supérieures à l'idée qu'on peut se faire de son talent par les reproductions de l'album publié par l'Internationale et même à ses travaux semblables de l'année dernière. Il semble que cet artiste déploie plus d'intérêt et de pénétration pour les sujets qu'il traite aujourd'hui, mais peut-être aussi l'album a-t-il détérioré les travaux de l'artiste. Dans ce cas il serait préférable de ne pas publier d'album semblable.

Parmi les portraits de Vechtchilov se fait remarquer celui de Stoutchka. Avec une particulière attention les délégués du IIIème Congrès s'arrêtent devant l'esquisse de Vechtchilov et devant le tableau commence par lui et par Brodsky sur l'Ouverture solennelle du IIIème Congrès de l'Internationale Communiste au Palais Ouritski. Cette esquisse livre le contenu du grand travail de 10 archins auquel les deux artistes sont actuellement occupés à Smolny. Cette œuvre sera un véritable monument de la fraternité universelle. Espérons que l'œuvre projetée reproduira toute la puissance et la force qui se manifestent dans l'esquisse.

MICHEL PAVLOVITCH.

## EN RUSSIE.

— A la date du 20 juin, il a été extrait dans les tourbières de la province de Petrograd environ 6 millions de pouds de tourbe, ce qui par rapport à l'année dernière représente une augmentation de 90%.

— La section agraire de Tobolsk a reçu un arrivage de fer pour les paysans. Ce fer a été réparti entre les ateliers de réparation de matériel agricole. On a même entrepris la fabrication de charrettes et de herse neuves.

— Le „Centro-soiouz“ (Bureau Central des Coopératives de Consommation) a monté à Bobruisk une fabrique de meubles en bois tourné. La production sera d'environ 5.000 chaises par mois.

— Dernièrement la Fédération du Service de Santé a publié une brochure donnant de nombreux moyens de conserver la santé des habitants des campagnes, d'éviter les maladies traditionnelles des villages russes, etc...

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.